

Il faut distinguer deux temps. Les Britanniques veulent en effet que les Arabes se revoltent contre l'Empire ottoman et deviennent ainsi leurs alliés. Or les territoires revendiqués par le chérif Hussein représentaient finalement l'ensemble du monde arabe, excepté l'Égypte, de la Turquie à Aden, sur le Golfe Persique et à la Mer rouge ; donc l'ensemble de la péninsule avec les pays devenus aujourd'hui l'Irak, le Liban, la Syrie, la Transjordanie, la Palestine et l'Arabie Saoudite. Mais quelques jours après la fin de la correspondance Hussein-Mac Mahon, les Britanniques vont discuter avec la France du partage des influences au Proche-Orient. Les colons qui, aujourd'hui, habitent Hébron disent qu'ils réoccupent les maisons que les Juifs avaient en 1929. La situation est donc déjà très tendue en 1929 et les Britanniques, qui avaient ouvert la voie à l'immigration juive, mettent en place une politique beaucoup plus restrictive aussi bien sur l'immigration que sur l'achat des terres. L'achat des terres est d'ailleurs organisé par le mouvement sioniste car, dans l'esprit des sionistes, c'est ce qui doit servir de base économique et politique à l'État juif de Palestine. En Palestine, il y a une population arabe, majoritairement musulmane, avec une minorité chrétienne, qui voudrait avoir l'indépendance comme les autres ; mais il y a la réalité de ce foyer national juif qui représente à peu près 12 ou 13 % de la population avec une déclaration Balfour désormais entérinée par ce qu'on pourrait appeler la communauté internationale. Je résume en deux mots : d'abord, des promesses contradictoires pendant la guerre ; ensuite, une conférence qui décide du destin des peuples et deux États qui ont décidé des frontières : la France et la Grande-Bretagne. Cette affaire est extrêmement importante. Le 2 novembre 1917, Lord Balfour affirme au mouvement sioniste qui existe depuis une vingtaine d'années que le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif ; quelques lignes plus loin, il est dit qu'on ne portera atteinte ni aux droits civils ni aux droits religieux des collectivités non juives existant en Palestine. Il y avait des revendications nationalistes de la part d'une élite mais je ne crois pas qu'on puisse parler d'un nationalisme palestinien comme aujourd'hui. La société palestinienne était très segmentée, organisée en clans avec des divisions internes très importantes, avec notamment les deux grandes familles, les Nashashibi et les Husseini. La revendication arabe était complexe. En Transjordanie, par exemple, dès 1923, on voit apparaître un État sous tutelle britannique ; en 1932, l'Irak est indépendant mais sous la même tutelle. Par contre, pour la Palestine, la conférence de San Remo a repris, pratiquement mot à mot, la promesse Balfour pour l'insérer dans un document international ; et dans la charte du mandat que la SDN établit pour la Palestine, on retrouve encore la déclaration Balfour. En 1922, lorsque le mandat commence, nous avons une situation tout à fait différente des autres pays. Au Sud, le port de Bassorah avait une importance stratégique. Dans ce partage, la France obtenait ce qu'on appellera plus tard la Syrie et le Liban ainsi que Mossoul, c'est-à-dire la zone qui est aujourd'hui le nord de l'Irak et une partie de la Turquie. Quant à la Palestine, la carte indique qu'elle doit être placée sous contrôle international. Ils ont donc négocié avec tous les acteurs et ont fait des promesses aux uns et aux autres, tout à fait contradictoires. En 1915, la Grande-Bretagne a mené une négociation avec le leader arabe de La Mecque, Hussein : c'est la correspondance Mac Mahon-Hussein qui conduit les Britanniques à promettre, malgré certaines ambiguïtés, la création d'un État arabe au lendemain de la guerre. Aux Arabes, ils promettent tout ; aux Français un partage de la région ; et au mouvement sioniste, un foyer national juif en Palestine alors qu'à ce moment, il y a 10 ou

12 % de Juifs en Palestine ; certains sont là depuis très longtemps mais la plupart se sont installés dans les premières colonies qui datent de 1882. La carte précise la revendication sioniste : elle concerne toute une partie de la Palestine jusqu'à la ligne de chemin de fer qui va vers le Hedjaz, c'est-à-dire vers l'Arabie et inclut au nord les sources aquifères et toutes les réserves d'eau de ce qui sera le Liban. L'affaire se régla très vite : Mossoul passe sous mandat britannique et est intégrée au mandat irakien et la Palestine qui devait être sous contrôle international passe sous contrôle britannique. Entre-temps, il y a eu l'autre promesse, à la fois fondamentale et sans doute fondatrice des malheurs de cette région, la déclaration Balfour. Les Italiens se retirent du jeu assez vite ; les Américains sont présents avec le président Wilson, ce qui va susciter beaucoup d'espoir parmi les peuples de la région, notamment chez les Arméniens, les Kurdes et les Arabes. La conférence de paix recut de nombreuses délégations (arabe, sioniste, arménienne, kurde...) qui viennent exposer leurs revendications. On voit bien se dessiner les problèmes qui se poseront plus tard, l'occupation du Sud-Liban et celle du Golan pour contrôler toute cette zone au nord de la Galilée. Ces revendications sont donc contradictoires et l'on tranche à San Remo, en avril 1920, en faveur des puissants. Une élite palestinienne aspire à l'indépendance de la Palestine d'autant plus que les régions environnantes se structurent autour d'un État, sur un territoire déterminé. Par contre, les Arabes de Palestine ont refusé l'immigration juive car ils la perçoivent comme un danger alors qu'ils sont chez eux, sur leurs terres. Il reste une zone entre la Palestine et l'Irak que les Britanniques érigent en territoire à part : ce sera la Transjordanie qui va du Jourdain jusqu'à la frontière de ce qui va devenir l'Irak. Si l'on met de côté l'Arabie Saoudite et les Émirats du Golfe, on constate que partout le principe du mandat a triomphé. Un problème sémantique s'est posé puisque > peut se traduire par droits politiques ; mais, en définitive, le terme droits politiques n'a jamais été repris. De ce premier point, retenons que les Britanniques ont fait des promesses contradictoires. Des heurts dramatiques ont lieu aussi à Hébron : des Juifs sont assassinés par des Arabes de la ville, en même temps que d'autres protègent les Juifs (les Palestiniens ne manquent pas de le rappeler aujourd'hui à Hébron). Le texte parle de droits civils et religieux mais n'évoque pas de droits politiques. Il y aura ensuite des négociations avec la France qui voulait que, dans le mandat, les droits politiques soient insérés. Fayçal, le leader de l'époque, qui est le fils d'Hussein de La Mecque et qui avait participé à la conférence de Paris, avait des revendications très précises : il voyait la Palestine comme une partie du royaume arabe et donc en fait une partie de la Syrie. C'est la seule concession qui leur est faite à ce moment en ce qui concerne la Palestine. Mais assez rapidement Londres cherche à remettre en question ce partage.